

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 95 - 2524

[C - 27455]

11 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux règlements d'ordre intérieur, aux délégations et aux attributions des organes de gestion de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment les articles 5, 6 et 7;

Vu les articles 2 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture et organisant sa gestion;

Vu la proposition du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif que soient approuvés sans délai par le Gouvernement wallon les règlements, délégations et attributions devant permettre la gestion de l'Office afin d'éviter toute discontinuité dans l'exercice des compétences de promotion de l'agriculture transférés du pouvoir fédéral;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget, et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de l'ORPAH (Titre I), le règlement d'ordre intérieur du comité permanent de l'ORPAH (Titre II), les délégations de pouvoir (Titre III) ainsi que les attributions du directeur général et de l'inspecteur général (Titre IV), tels que repris en annexe.**Art. 2.** Le Ministre ayant le budget dans ses attributions et le Ministre ayant l'agriculture dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNONLe Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELMELe Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux règlements d'ordre intérieur, aux délégations et aux attributions des organes de gestion de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture (ORPAH)**TITRE Ier. — Du fonctionnement du conseil d'administration de l'O.R.P.A.H.****CHAPITRE I^{er}. — Convocations****Article 1er.** Le président convoque les membres du conseil d'administration ainsi que les personnes qui assistent de droit aux réunions, avec voix consultative.

Le président agit

- 1 soit à la demande du Ministre de l'Agriculture;
- 2 soit sur initiative;
- 3 soit en exécution d'une décision antérieure du conseil;
- 4 soit à la demande écrite du vice-président, du directeur général, de l'inspecteur général, de trois membres au moins ou du commissaire du Gouvernement, délégué du Ministre de l'Agriculture.

La date de la réunion est fixée par le président dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande. Toutefois, ce délai est suspendu du 15 juillet au 15 août.

A défaut de convocation dans les délais prévus, le conseil d'administration peut être convoqué par les personnes ou groupes précités.

Art. 2. La convocation est faite, sauf cas urgents et imprévus, au moins cinq jours francs avant la séance. Elle énonce l'ordre du jour de la séance. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au président. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion.**Art. 3 § 1er.** L'ordre du jour des réunions est fixé par le président. Celui-ci agit :

- 1 soit à la demande du Ministre de l'Agriculture;
- 2 soit sur initiative;
- 3 soit en exécution des décisions antérieures du conseil;
- 4 soit sur proposition du comité permanent;
- 5 soit à la demande écrite introduite au plus tard quinze jours avant la réunion par le vice-président, par le directeur général, l'inspecteur général, par trois membres au moins ou par un des deux commissaires du Gouvernement

Après l'ouverture de la réunion et avant d'aborder le premier point, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété à la demande d'un des membres par décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire donnant pour chaque point l'objet traité, les antécédents et, le cas échéant, les avis ou propositions requis ainsi que l'incidence financière étayée par ses bases de calcul. Chaque fois que possible, et pour chaque point, un projet de décision est présenté.

§ 3. L'ordre du jour est porté à la connaissance des agents de l'Office par voie d'affichage, au moins quatre jours francs avant la réunion.

CHAPITRE II. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le conseil se réunit dans un local déterminé par le président en fonction des disponibilités et circonstances.

CHAPITRE III. — *Assistance aux réunions*

Art. 5. Les membres du conseil d'administration assistent de droit aux réunions.

Assistent également avec voix consultative :

- a) les deux commissaires du Gouvernement;
- b) le directeur général;
- c) l'inspecteur général;
- d) les présidents des sections consultatives;
- e) les personnes invitées par le président à la demande du comité permanent.

Assiste également le secrétaire. Il est, en cas d'empêchement, remplacé par son adjoint ou, si ce dernier est également empêché, par un membre de l'Office désigné par le comité permanent.

Art. 6. Le conseil se réunit à huis clos. Les membres peuvent proposer au président que les personnes appartenant ou non à l'Office soient appelées à fournir au conseil tout éclaircissement sur des questions de leur compétence, à titre d'expert et sans droit de vote. Le président demande l'avis du comité permanent. En début de séance, le conseil d'administration accepte ou refuse la présence des experts.

CHAPITRE IV. — *Délibérations et vote*

Art. 7. Les membres du conseil d'administration, les commissaires et invités signent une liste de présence avant d'entrer en séance. La séance est ouverte par le président à l'heure fixée par la convocation et pour autant que le conseil soit en nombre pour délibérer valablement, ce qui impose la présence de dix membres ayant voix délibérative.

Le cas échéant, le président constate que le nombre de présents n'est pas suffisant et fixe la date à laquelle une nouvelle réunion est convoquée pour délibérer sur le même ordre du jour. Même si le quorum n'est à nouveau pas atteint, le conseil est alors valablement constitué pour délibérer sur les points reportés de la séance précédente, ainsi que le précise la convocation.

Les délibérations du conseil d'administration et les documents de séance sont confidentiels. Le président dirige et clôt les débats; il dispose des pouvoirs nécessaires à cette fin.

Art. 8. Les différents points de l'ordre du jour sont abordés dans l'ordre établi par la convocation, à moins que le conseil n'en décide autrement, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers au moins.

Art. 9. Le président fait rapport sur chaque point inscrit à l'ordre du jour, au fur et à mesure de son examen.

Art. 10. Après l'exposé introductif, le président donne la parole au rapporteur éventuel, ensuite à ceux qui réclament dans l'ordre des demandes. Il peut, sans quitter la présidence, prendre part aux délibérations; il n'exprime cependant son avis que lorsque personne ne demande plus la parole.

Art. 11. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au conseil; dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au président avant la séance. Les commissaires du Gouvernement peuvent également faire usage de ce droit.

Art. 12. Les rappels à l'ordre du jour et au règlement d'ordre intérieur ont la préférence sur la question débattue et en suspendent toujours la discussion.

Art. 13. § 1er. Lorsque plus personne ne demande la parole, ou lorsque le conseil le décide à la majorité, le président déclare les délibérations closes. Il pose les questions sur lesquelles le conseil doit se prononcer. Chaque fois que c'est possible, il veille à ce qu'il puisse y être répondu par oui ou par non. Il recueille les votes et proclame les résultats.

§ 2. A la demande d'un membre, le conseil d'administration peut accorder à la majorité simple des membres une suspension de séance d'un quart d'heure maximum.

Art. 14. La question préalable, l'ajournement et les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale; les sous-amendements avant les amendements.

Art. 15. Dans les questions complexes, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Art. 16. § 1er. Les résolutions sont prises à la majorité simple des membres présents; en cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante sauf s'il s'agit d'élections. Toutefois, lorsqu'une proposition de résolution a pour conséquence de modifier une décision antérieure, datant de moins d'un an, et n'ayant été l'objet d'aucune application, le vote nécessite une majorité des deux tiers des voix.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention par écrit au président. Elle sera annexée au procès-verbal.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le conseil peut, sur proposition d'un quart des membres présents, décider que les votes sont secrets. Le vote est toujours secret lorsqu'il porte sur des problèmes en rapport avec la situation privée des personnes.

CHAPITRE V. — *Procès-verbaux*

Art. 17. Le secrétaire du conseil d'administration et son adjoint sont désignés par le conseil d'administration sur proposition du président. Le secrétaire établit un projet de procès-verbal de chaque séance. Le procès-verbal indiquera les noms des membres présents ainsi que les noms des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de séance.

Ce projet est adressé au plus tard dix jours avant la réunion suivante aux membres, aux commissaires du Gouvernement, ainsi qu'à toute personne ayant pris part à la réunion mais seulement pour les points qui la concernent. Les membres et les personnes concernées sont invités à faire connaître au secrétaire leurs observations éventuelles, par écrit. Ce projet est confidentiel.

Art. 18. Lors de la réunion suivante, le président communique au conseil les observations. Le conseil statue sur les diverses observations, le secrétaire entendu. Il passe ensuite à l'approbation du projet éventuellement modifié.

Les procès-verbaux du conseil d'administration et du comité permanent sont confidentiels.

Seul le conseil d'administration, à la majorité de ses membres, peut autoriser la délivrance de copies ou d'extraits aux personnes qui en font la demande.

Art. 19. Tout membre ou toute personne prenant part à la réunion a le droit d'exiger, au cours de la discussion d'un point de l'ordre du jour, que le procès-verbal fasse mention des déclarations qu'il a faites au conseil.

Art. 20. Le procès-verbal approuvé est repris dans deux exemplaires originaux signés par le président et le secrétaire. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Dans le dispositif des décisions, il n'est, autant que possible, rien écrit par abréviation ou en chiffres. Aucune modification ne peut être apportée au procès-verbal après son approbation.

Art. 21. Les procès-verbaux sont réunis en un registre en double original. L'un des doubles demeure au Secrétariat du conseil; l'autre est déposé, à la fin de chaque année, dans un bâtiment distinct de celui où est installé le secrétariat.

Art. 22. Les membres du conseil ainsi que les commissaires du Gouvernement ont en tout temps le droit de consulter le registre des procès-verbaux.

Art. 23. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par le secrétaire.

CHAPITRE VI. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 24. L'exécution des décisions du conseil d'administration appartient aux personnes déléguées à cet effet par le comité permanent.

L'exécution des décisions du conseil se fait sans attendre l'approbation du projet de procès-verbal sauf pour les points dont le conseil a décidé de différer l'exécution après son approbation.

Art. 25. Dans les dix jours qui suivent la séance du conseil d'administration, une synthèse des décisions d'application immédiate est portée à la connaissance des agents de l'Office par voie d'affichage, à l'initiative du secrétaire, avec l'accord du directeur général.

Les propositions et avis du conseil soumis à l'autorité supérieure ne peuvent être publiés si ce n'est sur autorisation expresse du conseil.

CHAPITRE VII. — *Droits et devoirs des membres du conseil*

Art. 26. Les membres ont le droit de consulter, au siège du secrétariat, les dossiers administratifs ayant trait aux points qui figurent à l'ordre du jour d'une réunion : ces documents doivent être disponibles deux jours ouvrables avant la réunion du conseil d'administration. Ils peuvent exiger la communication du texte intégral des avis et rapports mentionnés dans la note préparatoire.

Art. 27. Le secrétaire met à la disposition de chaque membre un recueil des textes légaux et réglementaires ayant trait aux questions qui rentrent dans la compétence du conseil. Il tient ce recueil à jour.

Art. 28. La présence aux séances est obligatoire. En cas d'empêchement, le membre en donne avis au président.

Art. 29. Le membre pour lequel la solution d'une question présente un intérêt d'ordre privé, soit pour lui-même, soit pour un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, se retire aussitôt que cette question est abordée. En cas de contestation sur l'existence de l'intérêt privé, le conseil d'administration décide à la majorité simple.

Art. 30. Les membres et personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations.

CHAPITRE VIII. — *Des groupes de travail*

Art. 31. Sans préjudice des dispositions relatives aux sections consultatives et à l'esprit de leur mission, le conseil d'administration peut créer des groupes de travail chargés d'étudier des questions déterminées. Il en arrête la composition, en détermine éventuellement la durée et se fait exposer périodiquement leurs rapports et conclusions.

CHAPITRE IX. — *Dispositions générales*

Art. 32. Le présent règlement ne peut être révisé que sur proposition émanant soit du président, soit d'au moins trois membres du conseil d'administration.

Art. 33. Sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires, le conseil décide à la majorité des deux tiers au moins sur les cas non prévus au présent règlement.

Art. 34. Le président est garant de la bonne application du présent règlement.

TITRE II. — Du fonctionnement du comité permanent

CHAPITRE X. — Convocations

Art. 35. Le président convoque les membres du comité permanent, les personnes qui assistent de droit aux réunions ainsi que les personnes susceptibles d'aider le comité permanent dans ses travaux.

Le président agit :

1. soit d'initiative;
2. soit en exécution d'une décision antérieure du comité permanent;
3. soit à la demande du vice-président, du directeur général, de l'inspecteur général ou d'un des deux commissaires du Gouvernement.

Dans les cas repris sous 3., la date de la réunion est fixée par le président dans les dix jours qui suivent la réception de la demande. Toutefois, ce délai est suspendu du 15 juillet au 15 août.

A défaut de convocation dans les délais prévus, le comité permanent peut être convoqué par les personnes précitées.

Art. 36. La convocation est faite, sauf cas urgents et imprévus, au moins cinq jours francs avant la séance. Elle énonce l'ordre du jour de la séance. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au président. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion.

CHAPITRE XI. — Ordre du jour

Art. 37. § 1er. L'ordre du jour des réunions est fixé par le président. Celui-ci agit :

1. soit d'initiative;
2. soit en exécution d'une décision antérieure du comité permanent ou du conseil d'administration;
3. soit à la demande écrite introduite au plus tard dix jours avant la réunion par le vice-président, le directeur général, l'inspecteur général ou un des deux commissaires du Gouvernement.

Après l'ouverture de la réunion et avant d'aborder le premier point, l'ordre du jour est approuvé. Il ne peut être modifié ou complété qu'en vertu d'une décision prise à la majorité.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire donnant pour chaque point traité, les antécédents et, le cas échéant, les avis et propositions reçus ainsi que l'incidence financière étayée par ses bases de calcul. Chaque fois que possible, un projet de décision est également présenté.

CHAPITRE XII. — Lieu et réunion

Art. 38. Le comité se réunit dans un local situé au siège social de l'Office ou en tout autre endroit désigné par le président.

CHAPITRE XIII. — Assistance aux réunions

Art. 39. Les membres du comité permanent sont le président et vice-président du conseil d'administration, le directeur général et l'inspecteur général. Assistent de droit aux réunions, avec voix consultative, les deux commissaires du Gouvernement.

Assiste également le secrétaire. Il est, en cas d'empêchement, remplacé par son adjoint ou, si ce dernier est également empêché, par un membre du personnel de l'Office désigné par le comité permanent, sur proposition du président.

Art. 40. Sur proposition du président, ou à la demande d'un membre du comité permanent, des personnes appartenant ou non à l'Office peuvent être appelées à fournir au comité tout éclaircissement sur des questions de leur compétence.

CHAPITRE XIV. — Délibérations et vote

Art. 41. La séance est ouverte et close par le président. Le comité ne peut délibérer valablement que si au moins trois des membres ayant voix délibérative sont présents.

Art. 42. Les différents points de l'ordre du jour sont abordés dans l'ordre établi par la convocation, à moins que le comité n'en décide autrement.

Art. 43. Le président fait rapport sur chaque point inscrit à l'ordre du jour, au fur et à mesure de son examen.

Art. 44. Après l'exposé introductif, le président donne la parole, s'il y a lieu, au fonctionnaire ou au rapporteur éventuel, ensuite, à ceux qui la réclament dans l'ordre des demandes. Il peut, sans quitter la présidence, prendre part aux délibérations; il n'exprime cependant son avis que lorsque personne ne demande plus la parole.

Art. 45. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au comité permanent; dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au président avant la séance. Les commissaires du Gouvernement peuvent également faire usage de ce droit.

Art. 46. Les rappels à l'ordre du jour et au règlement d'ordre intérieur ont la préférence sur la question débattue et en suspendent toujours la discussion.

Art. 47. Lorsque plus personne ne demande la parole, ou lorsque le comité permanent le décide à la majorité, le président déclare les délibérations closes. Il pose les questions sur lesquelles le comité permanent doit se prononcer. Chaque fois que c'est possible, il veille à ce qu'il puisse y être répondu par oui ou par non. Il recueille les votes et proclame le résultat.

Art. 48. La question préalable, l'ajournement et les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale les sous-amendements avant les amendements.

Art. 49. Dans les questions complexes, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Art. 50. § 1er. Les décisions prises en fonction des délégations de pouvoir ou les propositions à soumettre au conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents : en cas de partage, les diverses propositions sont présentées au conseil d'administration.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Toutefois, si deux membres du comité le réclament, il sera procédé au vote secret. Le vote est toujours secret lorsqu'il porte sur des problèmes en rapport avec la situation privée des personnes.

Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention par écrit au président. Cette motivation est annexée au procès-verbal.

CHAPITRE XV. — Procès-verbaux

Art. 51. Le projet de procès-verbal est adressé dans les cinq jours aux membres du comité, aux commissaires du Gouvernement, ainsi qu'à toute personne ayant pris part à la réunion mais seulement pour les points qui la concernent. Les membres et les personnes concernées sont invités à faire connaître au secrétaire leurs observations éventuelles, par écrit.

Art. 52. Lors de la réunion suivante, le président communique au président les observations. Le comité statue sur les diverses observations. Il passe ensuite à l'approbation du projet éventuellement modifié.

Les décisions et propositions du comité permanent sont portées à la connaissance du conseil d'administration.

Art. 53. Tout membre ou toute personne prenant part à la réunion, a le droit d'exiger, au cours de la discussion d'un point de l'ordre du jour, que le procès-verbal fasse mention des déclarations qu'il a faites au comité permanent.

Art. 54. Le procès-verbal approuvé est repris dans deux exemplaires originaux signés par le président et le secrétaire. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Dans le dispositif des décisions, il n'est, autant que possible, rien écrit par abréviation ou en chiffres. Aucune modification ne peut être apportée au procès-verbal après approbation.

Art. 55. Les procès-verbaux sont réunis en un registre en double original. L'un des doubles demeure au Secrétariat du comité; l'autre est déposé, à la fin de chaque année, dans un bâtiment distinct de celui où est installé le secrétariat de l'Office.

Art. 56. Les membres du conseil d'administration ainsi que le directeur général, l'inspecteur général, les commissaires du Gouvernement, le secrétaire du conseil d'administration et son adjoint ont en tout temps le droit de consulter le registre des procès-verbaux.

CHAPITRE XVI. — Exécution et publication des décisions prises dans le cadre des délégations confiées par le conseil d'administration

Art. 57. L'exécution des décisions prises par le comité permanent appartient aux personnes déléguées à cet effet par le comité permanent. Les décisions du comité permanent seront exécutées immédiatement sauf lorsqu'il sera demandé expressément une exécution différée. Le secrétaire est chargé de l'authentification et de la communication des extraits du procès-verbal approuvé.

Art. 58. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une synthèse des décisions d'application immédiate est portée à la connaissance des agents de l'Office par voie d'affichage, à l'initiative du secrétaire, avec l'accord du directeur général.

Les propositions, réflexions, études et avis du comité soumis ou non au conseil d'administration ne peuvent être publiés si ce n'est sur autorisation expresse du conseil d'administration.

CHAPITRE XVII. — Droits et devoirs des membres du comité

Art. 59. Les membres ont le droit de consulter, au siège du secrétariat, les dossiers administratifs ayant trait aux points qui figurent à l'ordre du jour d'une réunion; ces documents doivent être disponibles deux jours ouvrables avant la réunion. Ils peuvent exiger la communication du texte intégral des avis et rapports mentionnés dans la note préparatoire.

Art. 60. La présence aux séances est obligatoire. En cas d'empêchement, le membre en donne avis au président. Pour les membres, agents de l'Office, la présence aux réunions a priorité sur toute autre obligation.

Art. 61. Le membre pour lequel la solution d'une question présente un intérêt d'ordre privé, soit pour lui-même, soit pour un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, se retire aussitôt que cette question est abordée. En cas de contestation sur l'existence de l'intérêt privé, le comité permanent décide à la majorité simple.

Art. 62. Les membres et les personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations. Ils signent le registre des présences.

CHAPITRE XVIII. — Dispositions légales

Art. 63. Le présent règlement ne peut être révisé que par le conseil d'administration, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers au moins, sur proposition émanant soit du président, soit du comité permanent, soit de trois membres au moins.

CHAPITRE XIX. — Missions du comité permanent

Art. 64. Dans les missions du comité permanent, sont prévues celles reprises au décret instituant l'O.R.P.A.H. (22/12/94) - articles 11 et 14 ainsi que dans l'article 4 de l'arrêté d'application.

En outre, une situation comptable est arrêtée mensuellement et présentée au conseil d'administration.

Art. 65. Le président est chargé de la bonne application du présent règlement.

TITRE III. — Des délégations de pouvoir

CHAPITRE XX. — Fonctionnement des organes de gestion

Art. 66 Sont compétents

- pour l'instruction préalable des affaires, plus particulièrement en ce qui concerne la gestion administrative, budgétaire et financière, ainsi que la surveillance et l'entretien des bâtiments : le directeur général ou l'inspecteur général, en fonction de leurs attributions ou des délégations attribuées par le comité permanent;

- pour l'exécution des décisions : le comité permanent ou les personnes à qui le comité permanent délègue les pouvoirs.

CHAPITRE XXI. — Personnel

Art. 67. Sont compétents pour :

- l'engagement de personnel, le changement de catégorie, les promotions : le conseil d'administration sur proposition du comité permanent;
- la constitution des jurys d'examens de recrutement, d'accession par promotion et par avancement : le conseil d'administration sur proposition du comité permanent;
- l'avancement, la mise en disponibilité pour maladie, l'autorisation de cumul, l'attribution de congé sans traitement, l'autorisation de travail à temps partiel et interruption de carrière: le comité permanent sur proposition du directeur général.

CHAPITRE XXII. — Budget

Art. 68. L'établissement du budget et l'approbation des programmes d'action relèvent de la seule compétence du conseil d'administration.

CHAPITRE XXIII. — Engagement et ordonnancement des dépenses

Art. 69. Toutes les dépenses doivent au préalable faire l'objet d'un bon de commande signé par le comptable (directeur général) et l'ordonnateur (inspecteur général) qui vérifient tant l'opportunité que la disponibilité budgétaire et financière des moyens.

En cas d'empêchement du comptable (directeur général), il est suppléé par le directeur.

En cas d'empêchement de l'ordonnateur (inspecteur général), il est suppléé par un agent de niveau I, responsable du suivi du budget relatif à la dépense concernée.

Art. 70. Dans la limite des budgets arrêtés par le conseil d'administration ou le comité permanent, l'ordonnancement et l'engagement des dépenses se font comme suit :

- de 0 à 200 000 FB (hors TVA) : par le comptable (*) et l'ordonnateur (*);
- de 200 000 à 1 250 000 FB (hors TVA) : par le comptable (*) et l'ordonnateur (*), avec visa du commissaire, délégué du Ministre du Budget;
- de 1 250 000 à 5 000 000 FB (hors TVA) : par le comptable (*) et l'ordonnateur (*) avec visa du président et visa du commissaire, délégué du Ministre du Budget;
- plus de 5 000 000 FB (hors TVA) : par le comptable (*) et l'ordonnateur (*) après accord du conseil d'administration et visa du commissaire du Gouvernement, délégué du Ministre du Budget.

(*) ou leur suppléant

CHAPITRE XXIV. — Opérations financières

Art. 71. Toutes les dépenses, opérations financières (cautionnements, paiements, placements) requièrent la double signature, à savoir celle d'une personne du groupe A et d'une autre (contreseing) du groupe B, dans l'ordre ci-après cité :

Groupe A :

1. le comptable - directeur général (comptable principal);
2. le directeur (comptable-adjoint);
3. le sous-comptable (personne à désigner par le directeur général).

Groupe B :

1. le président;
2. le vice-président;
3. un membre du conseil d'administration désigné par lui.

TITRE IV. — Des attributions du directeur général et de l'inspecteur général

CHAPITRE XXV

Art. 72. Le directeur général .

- section "Grandes Cultures",
- section "Produits laitiers";
- section "Élevage et viande",
- section "Petit élevage et divers",
- promotion en région flamande et relations avec le VLAM,
- collaboration avec l'O.P.W.,
- direction du personnel;
- éconamat;
- comptabilité.

CHAPITRE XXVI

Art. 73. L'inspecteur général :

- section "Horticulture";
- section "Image de marque";
- section "Agro-alimentaire";
- collaboration avec la DARE-AWEX;
- promotion en région bruxelloise et relation avec l'organisme responsable de la promotion de Bruxelles-Capitale;
- informatique;
- ordonnancement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux règlements d'ordre intérieur, aux délégations et aux attributions des organes de gestion de l'Office régional wallon de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture (ORPAH).

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 95 - 2524

[C - 27455]

11. MAI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Dienstordnungen, die Vollmachtsübertragungen und die Befugnisse der Verwaltungsorgane des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) (O.R.P.A.H.)

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture", insbesondere der Artikel 5, 6 und 7;

Aufgrund der Artikel 2 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" und zur Organisierung seiner Verwaltung;

Aufgrund des Vorschlags des Verwaltungsrates des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture",

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, daß die Dienstordnungen, Vollmachtsübertragungen und Befugnisse, die die Verwaltung des Amtes ermöglichen, von der Wallonischen Regierung unverzüglich genehmigt werden, um jede Unterbrechung in der Ausübung der vom Föderalstaat übertragenen Zuständigkeiten zur Förderung der Landwirtschaft zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Die Wallonische Regierung genehmigt die Dienstordnung des Verwaltungsrates vom ORPAH (Titel I), die Dienstordnung des ständigen Ausschusses vom ORPAH (Titel II), die Übertragungen von Vollmachten (Titel III) sowie die Befugnisse des Generaldirektors und des Generalinspektors (Titel IV), so wie sie in der Anlage angegeben sind.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung über die Dienstordnungen, die Vollmachtsübertragungen und die Befugnisse der Verwaltungsorgane des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.)

TITEL I. — Arbeitsweise des Verwaltungsrates vom ORPAH

KAPITEL I. — Einberufungen

Artikel 1. Der Vorsitzende beruft die Mitglieder des Verwaltungsrates ein, sowie die Personen, die von Rechts wegen den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

Der Vorsitzende handelt:

1. entweder auf Antrag des Ministers der Landwirtschaft hin;
2. oder aus eigener Initiative;
3. oder in Ausführung eines vorherigen Beschlusses des Rates;
4. oder auf schriftlichen Antrag vom stellvertretenden Vorsitzenden, vom Generaldirektor, vom Generalinspektor, von mindestens drei Mitgliedern oder vom den Minister der Landwirtschaft vertretenden Kommissar der Regierung.

Das Datum der Versammlung wird vom Vorsitzenden innerhalb von vierzehn Tagen nach Empfang des Antrags festgelegt. Diese Frist wird jedoch vom 15. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Mangels Einberufung innerhalb der vorgesehenen Fristen kann der Verwaltungsrat durch die vorerwähnten Personen oder Gruppen einberufen werden.

Art. 2. Die Einberufung erfolgt außer in eiligen oder unvorhergesehenen Fällen mindestens fünf volle Tage vor der Versammlung. Sie gibt die Tagesordnung der Sitzung an. Die Einberufungen werden an die Anschrift zugeschickt, die die Mitglieder dem Vorsitzenden mitgeteilt haben. Sie geben an, wo und wann die Versammlung stattfindet.

Art. 3. § 1. Die Tagesordnung der Versammlungen wird vom Vorsitzenden festgelegt. Dieser handelt:

1. entweder auf Antrag des Ministers der Landwirtschaft hin;
2. oder aus eigener Initiative;
3. oder in Ausführung vorheriger Beschlüsse des Rates;
4. oder auf Vorschlag des ständigen Ausschusses;
5. oder auf schriftlichen Antrag, der spätestens vierzehn Tage vor der Versammlung vom stellvertretenden Vorsitzenden, vom Generaldirektor, vom Generalinspektor, von mindestens drei Mitgliedern oder von einem der beiden Kommissare der Regierung, gestellt worden ist.

Nach der Eröffnung der Versammlung und bevor zum ersten Punkt übergegangen wird, wird die Tagesordnung genehmigt. Sie kann auf Antrag eines der Mitglieder durch einen mit der Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder mit beschließender Stimme getroffenen Beschluß abgeändert oder ergänzt werden.

§ 2. Die Tagesordnung wird mit einer Vorbereitungsnotiz versehen, die für jeden Punkt den behandelten Gegenstand, die Vorgeschichte und gegebenenfalls die erforderlichen Stellungnahmen und Vorschläge sowie die auf ihren Berechnungsgrundlagen beruhende finanzielle Auswirkung angibt. Jedesmal wenn es möglich ist, wird für jeden Punkt ein Beschluswurf vorgestellt.

§ 3. Die Tagesordnung wird wenigstens vier volle Tage vor der Versammlung durch Anschlag zur Kenntnis der Bediensteten des Amtes gebracht.

KAPITEL II. — Versammlungsort

Art. 4. Der Rat versammelt sich in einem vom Vorsitzenden je nach der Verfügbarkeit und den Umständen bestimmten Raum.

KAPITEL III. — Teilnahme an den Versammlungen

Art. 5. Die Mitglieder des Verwaltungsrates nehmen von Rechts wegen an den Versammlungen teil. Die folgenden Personen wohnen ebenfalls den Versammlungen mit beratender Stimme bei:

- a) die beiden Kommissare der Regierung;
- b) der Generaldirektor;
- c) der Generalinspektor;
- d) die Vorsitzenden der Beratungsabteilungen;
- e) die Personen, die vom Vorsitzenden auf Antrag des ständigen Ausschusses dazu eingeladen werden.

Der Sekretär nimmt ebenfalls daran teil. Im Verhinderungsfalle wird er von seinem Beigeordneten oder, wenn dieser auch verhindert wird, von einem durch den ständigen Ausschuss bezeichneten Mitglied des Amtes ersetzt.

Art. 6. Der Rat versammelt sich hinter verschlossenen Türen. Die Mitglieder können dem Vorsitzenden vorschlagen, Personen, die dem Amt angehören oder nicht, zu berufen, um dem Rat jede Erläuterung über Fragen, für die sie zuständig sind, als Sachverständige und ohne Wahlrecht zu erteilen. Der Vorsitzende bittet um die Stellungnahme des ständigen Ausschusses. Am Anfang der Versammlung nimmt der Verwaltungsrat die Anwesenheit der Sachverständigen an oder aber lehnt diese ab.

KAPITEL IV. — Beratungen und Abstimmungen

Art. 7. Die Mitglieder des Verwaltungsrates, die Kommissare und die eingeladenen Personen unterzeichnen eine Anwesenheitsliste, bevor sie in die Sitzung eintreten. Die Sitzung wird vom Vorsitzenden zu der in der Einberufung festgelegten Stunde eröffnet, soweit die Anzahl der Anwesenden zureichend ist, um gültige Beratungen zu ermöglichen, was die Anwesenheit von zehn Mitgliedern mit beschließender Stimme erfordert.

Der Vorsitzende stellt gegebenenfalls fest, daß die Anzahl der Anwesenden nicht genügend ist und bestimmt das Datum, an dem eine neue Versammlung einberufen wird, um über dieselbe Tagesordnung zu beraten. Auch wenn dann die erforderliche Anzahl der Anwesenden für eine beschlußfähige Versammlung noch nicht erreicht ist, wird der Rat als gültig betrachtet, um über die von der vorherigen Sitzung verschobenen Punkte zu beraten, wie die Einberufung es angibt.

Die Beratungen des Verwaltungsrates und die Sitzungsunterlagen sind vertraulich. Der Vorsitzende führt und schließt die Debatte. Er verfügt über die zu diesem Zwecke notwendigen Befugnisse.

Art. 8. Die verschiedenen Punkte der Tagesordnung werden der in der Einberufung festgelegten Reihenordnung nach besprochen, es sei denn, der Rat entscheidet anders darüber aufgrund eines mit wenigstens der Zweidrittelmehrheit gefaßten Beschlusses.

Art. 9. Jeweils nach dessen Untersuchung erstattet der Vorsitzende Bericht über jeden in die Tagesordnung eingetragenen Punkt.

Art. 10. Nach dem einleitenden Bericht erteilt der Vorsitzende das Wort an den eventuellen Berichterstatter, dann an diejenigen, die ums Wort bitten, der Reihenordnung der Bitten nach. Ohne den Vorsitz zu verlassen, ist er berechtigt, an den Beratungen teilzunehmen. Er äußert seine Meinung nur dann, wenn niemand mehr ums Wort bittet.

Art. 11. Jedes Mitglied hat das Recht, Änderungen an den dem Rat vorgelegten Beschlußentwürfen vorzuschlagen. Diese werden möglichst schriftlich eingereicht und dem Vorsitzenden vor der Sitzung ausgehändigt. Die Kommissare der Regierung dürfen ebenfalls dieses Recht gebrauchen.

Art. 12. Aufforderungen zur Einhaltung der Tages- bzw. Dienstadtordnung haben den Vorrang vor der besprochenen Frage und setzen deren Besprechung immer aus.

Art. 13. § 1. Wenn niemand mehr ums Wort bittet oder wenn der Rat es mit der Mehrheit entscheidet, erklärt der Vorsitzende die Beratungen als abgeschlossen. Er stellt die Fragen, zu denen der Rat Stellung nehmen muß. Jedesmal wenn es möglich ist, sorgt er dafür, daß sie entweder mit Ja oder Nein beantwortet werden können. Er sammelt die Stimmabgaben und gibt die Ergebnisse bekannt.

§ 2. Auf Antrag eines Mitglieds kann der Verwaltungsrat mit der einfachen Mehrheit der Mitglieder eine Aussetzung der Sitzung von höchstens einer Viertelstunde gewähren.

Art. 14. Die Vorfrage, die Vertagung und die Abänderungen werden vor dem Hauptvorschlag, die Unterabänderungen vor den Abänderungen zur Abstimmung gebracht.

Art. 15. Die Teilung von komplizierten Fragen ist rechtmäßig, wenn sie gefragt wird.

Art. 16. § 1. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Im Falle einer Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend, außer wenn es sich um Wahlen handelt. Wenn ein Beschlußvorschlag jedoch die Abänderung eines vorherigen Beschlusses als Folge hat, der vor höchstens einem Jahr entstanden worden ist und nicht Gegenstand einer Anwendung war, erfordert die Abstimmung die Zweidrittelmehrheit.

§ 2. Die Abstimmungen erfolgen durch Handerheben. Das Mitglied, das sich der Stimme enthält, ist berechtigt, dem Vorsitzenden seine Enthaltung schriftlich zu begründen. Diese wird dem Protokoll beigelegt.

§ 3. Unter Vorbehalt gegenteiliger gesetzlicher oder ordnungsmäßiger Bestimmungen kann der Rat auf Vorschlag eines Viertels der anwesenden Mitglieder beschließen, daß die Abstimmungen geheim werden. Die Abstimmung ist immer geheim, wenn sie Probleme im Zusammenhang mit der privaten Situation der Personen betrifft.

KAPITEL V. — Protokolle

Art. 17. Der Sekretär des Verwaltungsrates und dessen Beigeordneter werden vom Verwaltungsrat auf Vorschlag des Vorsitzenden bezeichnet. Der Sekretär stellt einen Protokollentwurf jeder Sitzung auf. Das Protokoll gibt die Namen der anwesenden Mitglieder an, sowie die Namen der Mitglieder, die für ihre Abwesenheit um Entschuldigung gebeten haben oder die Sitzung während der Besprechungen verlassen haben.

Dieser Entwurf wird spätestens zehn Tage vor der nächsten Versammlung den Mitgliedern, den Kommissaren der Regierung sowie jeder Person, die an der Versammlung teilgenommen hat, aber nur für die sie betreffenden Punkte zugeschickt. Die Mitglieder und die betroffenen Personen werden aufgefordert, dem Sekretär ihre eventuellen Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Dieser Entwurf ist vertraulich.

Art. 18. Bei der nächsten Versammlung teilt der Vorsitzende dem Rat die Bemerkungen mit. Der Rat entscheidet über die verschiedenen Bemerkungen, nachdem der Sekretär vorher angehört worden ist. Dann erfolgt die Zustimmung zum eventuell abgeänderten Entwurf.

Die Protokolle des Verwaltungsrates und des ständigen Ausschusses sind vertraulich. Nur der Verwaltungsrat ist nach Zustimmung der Mehrheit seiner Mitglieder berechtigt, den Personen, die es beantragen, Abschriften oder Abzüge auszugeben.

Art. 19. Jedes Mitglied oder jede Person, die an der Versammlung teilnimmt, ist berechtigt, im Laufe der Beratung eines Punktes der Tagesordnung zu verlangen, daß das Protokoll die Erklärungen, die er dem Rat gegeben hat, angibt.

Art. 20. Das genehmigte Protokoll wird in zwei vom Vorsitzenden und vom Sekretär unterzeichneten Original-exemplaren aufgenommen. Die Streichungen und die Verweise werden auf dieselbe Weise wie der Text selbst der Urkunde genehmigt und unterzeichnet. In den Beschlüssen darf möglichst nichts in Abkürzungen oder Zahlen geschrieben werden. Das Protokoll darf nach seiner Zustimmung nicht mehr abgeändert werden.

Art. 21. Die Protokolle werden in einem Register in doppeltem Original versammelt. Eins der Duplikate bleibt im Sekretariat des Rates; das andere wird am Ende jedes Jahres in einem anderen Gebäude als das Gebäude des Sekretariats abgelegt.

Art. 22. Die Mitglieder des Rates sowie die Kommissare der Regierung haben jederzeit das Recht, das Register der Protokolle einzusehen.

Art. 23. Die Abzüge der Protokolle werden vom Sekretär beglaubigt.

KAPITEL VI. — *Ausführung und Veröffentlichung der Beschlüsse*

Art. 24. Die Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates ist den zu diesem Zwecke durch den ständigen Ausschuss delegierten Personen vorbehalten.

Die Ausführung der Beschlüsse des Rates erfolgt ohne die Zustimmung zum Protokollentwurf zu erwarten, außer für die Punkte, für die der Rat beschlossen hat, die Ausführung nach ihrer Zustimmung zu verschieben.

Art. 25. Innerhalb von zehn Tagen nach der Sitzung des Verwaltungsrates wird ein Gesamtüberblick der Beschlüsse, die eine sofortige Anwendung erfordern, auf Initiative des Sekretärs mit dem Einverständnis des Generaldirektors durch Anschlag zur Kenntnis der Bediensteten des Amtes gebracht.

Die einer Oberbehörde vorzulegenden Vorschläge und Stellungnahmen des Rates dürfen nur veröffentlicht werden, wenn der Rat es ausdrücklich genehmigt.

KAPITEL VII. — *Rechte und Verpflichtungen der Mitglieder des Rates*

Art. 26. Die Mitglieder haben das Recht, im Sitze des Sekretariats die Verwaltungsakten über die Punkte, die auf der Tagesordnung einer Versammlung stehen, einzusehen. Diese Unterlagen müssen zwei Werktage vor der Versammlung des Verwaltungsrates verfügbar sein. Sie sind berechtigt, die Mitteilung des ungekürzten Textes der in der Vorbereitungsnotiz erwähnten Stellungnahmen und Berichte zu verlangen.

Art. 27. Der Sekretär stellt eine Sammlung der gesetzlichen und ordnungsmäßigen Texte betreffend die Fragen, die in den Zuständigkeitsbereich des Rates fallen, zur Verfügung jedes Mitglieds. Diese Sammlung wird laufend ergänzt.

Art. 28. Die Anwesenheit bei den Sitzungen ist obligatorisch. Im Falle einer Verhinderung benachrichtigt das Mitglied den Vorsitzenden davon.

Art. 29. Das Mitglied, für das die Lösung eines Problems für ihn selbst oder für einen seiner Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad von privatem Interesse ist, zieht sich sofort zurück, wenn dieses Problem zum Gegenstand der Besprechung wird. Im Falle einer Bestreitung über das Bestehen eines privaten Interesses beschließt der Verwaltungsrat mit der einfachen Mehrheit.

Art. 30. Die Mitglieder und Personen, die an den Versammlungen teilgenommen haben, sind verpflichtet, das Geheimnis über die Beratungen zu bewahren.

KAPITEL VIII. — *Arbeitsgruppen*

Art. 31. Unbeschadet der Bestimmungen betreffend die Beratungssektionen und den Geist ihrer Aufgabe kann der Verwaltungsrat Arbeitsgruppen errichten, die mit der Untersuchung bestimmter Fragen beauftragt werden. Er legt ihre Zusammensetzung fest, bestimmt eventuell ihre Dauer und läßt sich ihre Berichte und Schlußfolgerungen periodisch geben.

KAPITEL IX. — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 32. Die vorliegende Dienstordnung darf nur auf Vorschlag entweder vom Vorsitzenden oder von mindestens drei Mitgliedern des Verwaltungsrates geändert werden.

Art. 33. Unter Vorbehalt der Beachtung der gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen beschließt der Rat mit mindestens der Zweidrittelmehrheit über die in der vorliegenden Ordnung nicht vorgesehenen Fälle.

Art. 34. Der Vorsitzende bürgt für die gute Anwendung der vorliegenden Ordnung.

TITEL II. — *Arbeitsweise des ständigen Ausschusses*KAPITEL X. — *Einberufungen*

Art. 35. Der Vorsitzende beruft die Mitglieder des ständigen Ausschusses ein, sowie die Personen, die von Rechts wegen den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen, und die Personen, die dem ständigen Ausschuss bei seiner Arbeit helfen können.

Der Vorsitzende handelt:

1. entweder aus eigener Initiative;
2. oder in Ausführung eines vorherigen Beschlusses des ständigen Ausschusses;
3. oder auf Antrag vom stellvertretenden Vorsitzenden, vom Generaldirektor, vom Generalinspektor oder von einem der beiden Kommissare der Regierung.

In den im Punkt 3 erwähnten Fällen wird das Datum der Versammlung vom Vorsitzenden innerhalb von zehn Tagen nach Empfang des Antrags festgelegt. Diese Frist wird jedoch vom 15. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Mangels Einberufung innerhalb der vorgesehenen Fristen kann der ständige Ausschuss durch die vorerwähnten Personen einberufen werden.

Art. 36. Die Einberufung erfolgt außer in eiligen oder unvorhergesehenen Fällen mindestens fünf volle Tage vor der Versammlung. Sie gibt die Tagesordnung der Sitzung an. Die Einberufungen werden an die Anschrift zugeschickt, die die Mitglieder dem Vorsitzenden mitgeteilt haben. Sie geben an, wo und wann die Sitzung stattfindet.

KAPITEL XI. — *Tagesordnung*

Art. 37. § 1. Die Tagesordnung der Versammlungen wird vom Vorsitzenden festgelegt. Dieser handelt:

1. entweder aus eigener Initiative;
2. oder in Ausführung vorheriger Beschlüsse des ständigen Ausschusses oder des Verwaltungsrates,
3. oder auf schriftlichen Antrag, der mindestens zehn Tage vor der Versammlung vom stellvertretenden Vorsitzenden, vom Generaldirektor, vom Generalinspektor oder von einem der beiden Kommissare der Regierung, gestellt worden ist.

Nach der Eröffnung der Versammlung und bevor zum ersten Punkt übergegangen wird, wird die Tagesordnung genehmigt. Sie kann nur auf der Grundlage eines mit der Mehrheit getroffenen Beschlusses abgeändert oder ergänzt werden.

§ 2. Die Tagesordnung wird mit einer Vorbereitungsnotiz versehen, die für jeden behandelten Punkt die Vorgeschichte und gegebenenfalls die erforderlichen Stellungnahmen und Vorschläge sowie die auf ihren Berechnungsgrundlagen beruhende finanzielle Auswirkung angibt. Jedesmal wenn es möglich ist, wird ebenfalls ein Beschlußentwurf vorgestellt.

KAPITEL XII. — *Versammlungsort*

Art. 38. Der Ausschuß versammelt sich in einem Raum, der im Sozialsitz des Amtes oder in einem anderen vom Vorsitzenden bezeichneten Ort gelegen ist.

KAPITEL XIII. — *Teilnahme an den Versammlungen*

Art. 39. Die Mitglieder des ständigen Ausschusses sind der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates, der Generaldirektor und der Generalinspektor. Die beiden Kommissare der Regierung nehmen von Rechts wegen mit beratender Stimme an den Versammlungen teil.

Der Sekretär nimmt ebenfalls daran teil. Im Verhinderungsfalle wird er von seinem Beigeordneten oder, wenn dieser auch verhindert wird, von einem durch den ständigen Ausschuß auf Vorschlag des Vorsitzenden bezeichneten Personalmitglied des Amtes ersetzt.

Art. 40. Auf Vorschlag des Vorsitzenden oder auf Antrag eines Mitglieds des ständigen Ausschusses können Personen, die dem Amt angehören oder nicht, berufen werden, um dem Ausschuß jede Erläuterung über Fragen, für die sie zuständig sind, zu erteilen.

KAPITEL XIV. — *Beratungen und Abstimmungen*

Art. 41. Die Sitzung wird vom Vorsitzenden eröffnet und abgeschlossen. Der Ausschuß kann nur gültig beschließen, wenn mindestens drei der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind.

Art. 42. Die verschiedenen Punkte der Tagesordnung werden der in der Einberufung festgelegten Reihenordnung nach besprochen, es sei denn, der Ausschuß entscheidet anders darüber.

Art. 43. Jeweils nach dessen Untersuchung erfattet der Vorsitzende Bericht über jeden in die Tagesordnung eingetragenen Punkt.

Art. 44. Nach dem einleitenden Bericht erteilt der Vorsitzende das Wort an den Beamten oder den eventuellen Berichterstatter, dann an diejenigen, die ums Wort bitten, der Reihenordnung der Bitten nach. Ohne den Vorsitz zu verlassen, ist er berechtigt, an den Beratungen teilzunehmen. Er äußert seine Meinung nur dann, wenn niemand mehr ums Wort bittet.

Art. 45. Jedes Mitglied hat das Recht, Änderungen an den dem ständigen Ausschuß vorgelegten Beschlußentwürfen vorzuschlagen. Diese werden möglichst schriftlich eingereicht und dem Vorsitzenden vor der Sitzung ausgehändigt. Die Kommissare der Regierung sind ebenfalls berechtigt, dieses Recht zu gebrauchen.

Art. 46. Aufforderung zur Einhaltung der Tages- bzw. Dienstordnung haben den Vorrang vor der besprochenen Frage und setzen deren Besprechung immer aus.

Art. 47. Wenn niemand mehr ums Wort bittet oder wenn der ständige Ausschuß es mit der Mehrheit entscheidet, erklärt der Vorsitzende die Beratungen als abgeschlossen. Er stellt die Fragen, zu denen der ständige Ausschuß Stellung nehmen muß. Jedesmal wenn es möglich ist, sorgt er dafür, daß sie mit Ja oder Nein beantwortet werden können. Er sammelt die Stimmabgaben und gibt die Ergebnisse bekannt.

Art. 48. Die Vorfrage, die Vertagung und die Abänderungen werden vor dem Hauptvorschlag, die Unterabänderungen vor den Abänderungen zur Abstimmung gebracht.

Art. 49. Die Teilung von komplizierten Fragen ist rechtmäßig, wenn sie gefragt wird.

Art. 50 § 1. Die gemäß den Vollmachtsübertragungen gefaßten Beschlüsse oder die dem Verwaltungsrat vorzulegenden Vorschläge werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Im Falle einer Stimmengleichheit werden die verschiedenen Vorschläge dem Verwaltungsrat vorgelegt.

§ 2. Die Abstimmungen erfolgen durch Handerheben. Wenn zwei Mitglieder des Ausschusses es jedoch verlangen, wird eine geheime Abstimmung vorgenommen. Die Abstimmung ist immer geheim, wenn sie Probleme im Zusammenhang mit der privaten Situation der Personen betrifft.

Das Mitglied, das sich der Stimme enthält, ist berechtigt, dem Vorsitzenden seine Enthaltung schriftlich zu begründen. Diese wird dem Protokoll beigefügt.

KAPITEL XV. — *Protokolle*

Art. 51. Der Protokollentwurf wird innerhalb von fünf Tagen den Mitgliedern des Ausschusses, den Kommissaren der Regierung sowie jeder Person, die an der Versammlung teilgenommen hat, aber nur für die sie betreffenden Punkte, zugesandt. Die Mitglieder und die betroffenen Personen werden aufgefordert, dem Sekretär ihre eventuellen Bemerkungen schriftlich mitzuteilen.

Art. 52. Bei der nächsten Versammlung teilt der Vorsitzende dem Ausschuß die Bemerkungen mit. Der Ausschuß entscheidet über die verschiedenen Bemerkungen. Dann erfolgt die Zustimmung zum eventuell abgeänderten Entwurf.

Die Beschlüsse und Vorschläge des ständigen Ausschusses werden zur Kenntnis des Verwaltungsrates gebracht.

Art. 53. Jedes Mitglied oder jede Person, die an der Versammlung teilnimmt, ist berechtigt, im Laufe der Beratung eines Punktes der Tagesordnung zu verlangen, daß das Protokoll die Erklärungen, die er dem ständigen Ausschuß gegeben hat, angibt.

Art. 54. Das genehmigte Protokoll wird in zwei vom Vorsitzenden und vom Sekretär unterzeichneten Original-exemplaren aufgenommen. Die Streichungen und die Verweise werden auf dieselbe Weise wie der Text selbst der Urkunde genehmigt und unterzeichnet. In den Beschlüssen darf möglichst nichts in Abkürzungen oder Zahlen geschrieben werden. Das Protokoll darf nach seiner Zustimmung nicht mehr abgeändert werden.

Art. 55. Die Protokolle werden in einem Register in doppeltem Original versammelt. Eins der Duplikate bleibt im Sekretariat des Ausschusses, das andere wird am Ende jedes Jahres in einem anderen Gebäude als das Gebäude des Sekretariats des Amtes abgelegt.

Art. 56. Die Mitglieder des Verwaltungsrates sowie der Generaldirektor, der Generalinspektor, die Kommissare der Regierung, der Sekretär des Verwaltungsrates und dessen Beigeordnete haben jederzeit das Recht, das Register der Protokolle einzusehen.

**KAPITEL XVI. — Ausführung und Veröffentlichung der Beschlüsse,
die im Rahmen der durch den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse gefaßt worden sind**

Art. 57. Die Ausführung der durch den ständigen Ausschuss gefaßten Beschlüsse ist den zu diesem Zwecke durch den ständigen Ausschuss delegierten Personen vorbehalten. Die Beschlüsse des ständigen Ausschusses werden sofort ausgeführt, außer wenn eine verschobene Ausführung ausdrücklich beantragt wird. Der Sekretär wird mit der Beglaubigung und der Mitteilung der Abzüge des genehmigten Protokolls beauftragt.

Art. 58. Innerhalb von vierzehn Tagen nach der Versammlung wird ein Gesamtüberblick der Beschlüsse, die eine sofortige Anwendung erfordern, auf Initiative des Sekretärs mit dem Einverständnis des Generaldirektors durch Anschlag zur Kenntnis der Bediensteten des Amtes gebracht.

Die dem Verwaltungsrat vorzulegenden oder nicht vorzulegenden Vorschläge, Bemerkungen, Studien und Stellungnahmen des Ausschusses dürfen nur veröffentlicht werden, wenn der Verwaltungsrat es ausdrücklich genehmigt.

KAPITEL XVII. — Rechte und Verpflichtungen der Mitglieder des Ausschusses

Art. 59. Die Mitglieder haben das Recht, im Sitze des Sekretariats die Verwaltungsakten über die Punkte, die auf der Tagesordnung einer Versammlung stehen, einzusehen. Diese Unterlagen müssen zwei Werktage vor der Versammlung verfügbar sein. Sie sind berechtigt, die Mitteilung des ungekürzten Textes der in der Vorbereitungsnotiz erwähnten Stellungnahmen und Berichte verlangen.

Art. 60. Die Anwesenheit bei den Sitzungen ist obligatorisch. Im Falle einer Verhinderung benachrichtigt das Mitglied den Vorsitzenden davon. Für die Mitglieder, die Bediensteten des Amtes sind, hat die Teilnahme an den Versammlungen Vorrang vor allen anderen Verpflichtungen.

Art. 61. Das Mitglied, für das die Lösung eines Problems für ihn selbst oder für einen seiner Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad von privatem Interesse ist, zieht sich sofort zurück, wenn dieses Problem zum Gegenstand der Besprechung wird. Im Falle einer Bestreitung über das Bestehen eines privaten Interesses beschließt der ständige Ausschuss mit der einfachen Mehrheit.

Art. 62. Die Mitglieder und Personen, die an den Versammlungen teilgenommen haben, sind verpflichtet, das Geheimnis über die Beratungen zu bewahren. Sie unterzeichnen die Anwesenheitsliste.

KAPITEL XVIII. — Gesetzliche Bestimmungen

Art. 63. Die vorliegende Dienstordnung darf nur vom Verwaltungsrat, aufgrund eines mit wenigstens der Zweidrittelmehrheit, auf Vorschlag entweder vom Vorsitzenden, oder vom ständigen Ausschuss, oder von mindestens drei Mitgliedern des Verwaltungsrates geändert werden.

KAPITEL XIX. — Aufgaben des ständigen Ausschusses

Art. 64. Zu den Aufgaben des ständigen Ausschusses gehören diejenigen, die im Dekret zur Errichtung des "ORPAH", Artikeln 11 und 14 sowie im Artikel 4 des Anwendungserlasses angegeben sind.

Eine finanzielle Lageübersicht wird außerdem monatlich abgeschlossen und dem Verwaltungsrat vorgelegt.

Art. 65. Der Vorsitzende wird mit der guten Anwendung der vorliegenden Dienstordnung beauftragt.

TITEL III. — Übertragungen von Vollmachten

KAPITEL XX. — Arbeitsweise der Verwaltungsorgane

Art. 66. Sind zuständig:

- für die vorherige Untersuchung der Angelegenheiten, insbesondere was die Verwaltungs-, Haushalts- und Finanzführung sowie die Überwachung und die Wartung der Gebäude betrifft: der Generaldirektor oder der Generalinspektor gemäß ihren Befugnissen oder den vom ständigen Ausschuss gewährten Vollmachten.

- für die Ausführung der Beschlüsse: der ständige Ausschuss oder die Personen, denen der ständige Ausschuss seine Vollmachten überträgt.

KAPITEL XXI. — Personal

Art. 67. Sind zuständig:

- für die Einstellung, die Abänderung der Kategorie und die Beförderungen: der Verwaltungsrat, auf Vorschlag des ständigen Ausschusses.

- für die Bildung der Prüfungsausschüsse für die Anwerbung, den Aufstieg durch Beförderung oder Gradänderung: der Verwaltungsrat, auf Vorschlag des ständigen Ausschusses.

- für die Gradänderung, die Beurlaubung wegen Krankheit, die Genehmigung zur Ausübung von nebenberuflichen Tätigkeiten, die Gewährung eines unentlohnten Urlaubs, die Genehmigung zur Teilzeitbeschäftigung und zur Laufbahnunterbrechung: der ständige Ausschuss, auf Vorschlag des Generaldirektors.

KAPITEL XXII. — Haushalt

Art. 68. Die Aufstellung des Haushalts und die Zustimmung zu den Aktionsprogrammen gehören zum ausschließlichen Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

KAPITEL XXIII. — Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen

Art. 69. Die gesamten Ausgaben müssen Gegenstand eines vorherigen, vom Rechnungsführer (Generaldirektor) und vom Anweisungsbefugten (Generalinspektor) unterzeichneten Bestellscheins sein. Der Rechnungsführer und der Anweisungsbefugte überprüfen sowohl die Zweckmäßigkeit als auch die haushalts- und finanzmäßige Verfügbarkeit der Mittel.

Wenn der Rechnungsführer (Generaldirektor) verhindert ist, wird er vom Direktor vertreten.

Wenn der Anweisungsbefugte (Generalinspektor) verhindert ist, wird er von einem Bediensteten der Stufe I vertreten, der für die Weiterführung des Haushalts im Bereich der betreffenden Ausgabe verantwortlich ist.

Art. 70. Im Rahmen der vom Verwaltungsrat oder vom ständigen Ausschuss festgelegten Haushaltsmittel erfolgen die Ausgabenanweisungen und -verpflichtungen wie folgt:

- von 0 bis zu 200 000 BEF (außer MWSt.) : durch den Rechnungsführer (°) und den Anweisungsbefugten (°);
- von 200 000 bis zu 1 250 000 BEF (außer MWSt.) : durch den Rechnungsführer (°) und den Anweisungsbefugten (°), mit Visum des den Minister des Haushalts vertretenden Kommissars;
- von 1 250 000 bis zu 5 000 000 BEF (außer MWSt.) : durch den Rechnungsführer (°) und den Anweisungsbefugten (°), mit Visum des Vorsitzenden und Visum des den Minister des Haushalts vertretenden Kommissars;
- mehr als 5 000 000 BEF (außer MWSt.) : durch den Rechnungsführer (°) und den Anweisungsbefugten (°), nach Einverständnis des Verwaltungsrates und mit Visum des den Minister des Haushalts vertretenden Kommissars der Regierung.

(°) oder dessen Stellvertreter.

KAPITEL XXIV. — Geldgeschäfte

Art. 71. Die gesamten Ausgaben, Geldgeschäfte (Bürgschaften, Zahlungen, Anlagen) erfordern eine doppelte Unterschrift, nämlich die Unterschrift einer Person der Gruppe A und einer anderen Person der Gruppe B (Gegenunterschrift) in der folgenden Reihenfolge:

Gruppe A :

1. der Rechnungsführer - Generaldirektor (Hauptrechnungsführer);
2. der Direktor (beigeordneter Rechnungsführer);
3. der Hilfsrechnungsführer (Person, die vom Generaldirektor zu bezeichnen ist);

Gruppe B :

1. der Vorsitzende;
2. der stellvertretende Vorsitzende;
3. ein Mitglied des Verwaltungsrates, das durch ihn bezeichnet wird.

TITEL IV. — Befugnisse des Generaldirektors und des Generalinspektors

KAPITEL XXV

Art. 72. Der Generaldirektor ist für das folgende zuständig :

- Abteilung "Großer Anbau";
- Abteilung "Milchprodukte";
- Abteilung "Zucht und Fleisch";
- Abteilung "Kleinzucht und sonstige Angelegenheiten";
- Förderung in der flämischen Region und Beziehungen mit dem "VLAM";
- Zusammenarbeit mit dem "O.P.W." (Amt der Wallonischen Produkte);
- Leitung des Personals;
- Materialverwaltung;
- Buchführung.

KAPITEL XXVI

Art. 73. Der Generalinspektor ist für das folgende zuständig :

- Abteilung "Gartenbau";
- Abteilung "Image";
- Abteilung "Nahrungsmittel";
- Zusammenarbeit mit der DARE-AWEX (Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen - Wallonische Exportagentur);
- Förderung in der Brüsseler Region und Beziehungen mit der für die Förderung von Brüssel-Hauptstadt verantwortlichen Einrichtung;
- Informatik;
- Anweisungen.

Geschen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung über die Dienstordnungen, die Vollmachtsübertragungen und die Befugnisse der Verwaltungsorgane des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALE GEWEST

N. 95 — 2524

[C - 27455]

11 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de huishoudelijke reglementen, de delegaties en de bevoegdheden van de beheersorganen van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.) (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), inzonderheid op artikelen 5, 6 en 7;

Gelet op de artikelen 2 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw) en tot organisatie van zijn beheer;

Gelet op het voorstel van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is dat de Waalse Regering de reglementen, delegaties en bevoegdheden goedkeurt, zodat elke onderbreking in de uitoefening van de bevoegdheden inzake bevordering van de landbouw overgedragen van de federale overheid wordt vermeden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de O.R.P.A.H. (Titel I), het huishoudelijk reglement van het bestendig comité van de O.R.P.A.H. (Titel II), de overheidsopdrachten (Titel III), evenals de bevoegdheden van de directeur-generaal en van de inspecteur-generaal (Titel IV), zoals vermeld in bijlage, worden door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister bevoegd voor de Begroting en de Minister bevoegd voor de Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de huishoudelijke reglementen, de delegaties en de bevoegdheden van de beheersorganen van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.) (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw)

TITEL I. — Werking van de raad van bestuur van de O.R.P.A.H.**HOOFDSTUK I. — Bijeenroepingen**

Artikel 1. De leden van de raad van bestuur, alsmede de personen die de vergaderingen van rechtswege bijwonen met raadgevende stem, worden door de voorzitter bijeengeroepen.

De voorzitter handelt :

1. hetzij op verzoek van de Minister van Landbouw;
2. hetzij uit eigen beweging;
3. hetzij bij toepassing van een vorige beslissing van de raad;
4. hetzij op schriftelijk verzoek van de ondervoorzitter, de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, van ten minste drie leden of van de door de Minister van Landbouw afgevaardigd Regeringscommissaris.

De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering binnen vijftien dagen na de ontvangst van het verzoek. Deze termijn wordt echter geschorst van 15 juli tot 15 augustus.

Bij ontstentenis van bijeenroeping binnen de voorziene termijnen kan de raad van bestuur door voormelde personen of groeperingen bijeengeroepen worden.

Art. 2. Behalve dringende en onvoorziene gevallen gebeurt de bijeenroeping ten minste vijf vrije dagen vóór de vergadering. Zij vermeldt de dagorde van de vergadering. De bijeenroepingen worden verstuurd naar het adres dat de leden aan de voorzitter hebben bekendgemaakt. Zij vermelden de plaats en het uur van de vergadering.

Art. 3. § 1. De dagorde wordt door de voorzitter opgesteld. Die handelt :

1. hetzij op verzoek van de Minister van Landbouw;
2. hetzij uit eigen beweging;
3. hetzij bij toepassing van een vorige beslissing van de raad;
4. hetzij op schriftelijk verzoek van de ondervoorzitter, de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, van ten minste drie leden of van de door de Minister van Landbouw afgevaardigd Regeringscommissaris.

Na de opening van de vergadering en vóór de behandeling van het eerste punt wordt de dagorde goedgekeurd. Zij kan gewijzigd of aangevuld worden op verzoek van een van de leden bij beslissing van de meerderheid van tweederde van de aanwezige stemgerechtigde leden.

§ 2. Bij de dagorde wordt een toelichtingsnota gevoegd voor ieder punt waarin het behandeld onderwerp, de antecedenten en, in voorkomend geval, de vereiste adviezen of voorstellen, alsook de door berekeningen gestaafde financiële weerslag vermeld zijn. Telkens als het mogelijk is en voor elk punt wordt een beslissingsontwerp voorgesteld.

§ 3. De dagorde wordt ter kennis van de agenten van de Dienst gebracht bij wijze van bekendmaking *ad valens*, ten minste vier vrije dagen vóór de vergadering.

HOOFDSTUK II. — Vergaderplaats

Art. 4. De raad komt bijeen in een lokaal bepaald door de voorzitter naar gelang van de beschikbare lokalen en van de omstandigheden.

HOOFDSTUK III. — Bijwonen van de vergaderingen

Art. 5. De leden van de raad van bestuur wonen de vergaderingen ambtshalve bij. Zij worden ook bijgewoond met raadgevende stem door :

- a) de twee Regeringscommissarissen;
- b) de directeur-generaal;
- c) de inspecteur-generaal;
- d) de voorzitters van de raadgevende secties;
- e) de personen uitgenodigd door de voorzitter op verzoek van het bestendig comité.

De secretaris woont ze eveneens bij. Indien hij verhinderd is, wordt hij vervangen door zijn adjunct en indien deze ook verhinderd is wordt hij vervangen door een personeelslid van de Dienst aangewezen door het bestendig comité.

Art. 6. De raad vergadert met gesloten deuren. De leden kunnen aan de voorzitter voorstellen dat de personen die al dan niet tot de Dienst behoren, uitgenodigd worden om de raad te belichten over vraagstukken die tot hun bevoegdheid behoren in de hoedanigheid van expert en zonder stemgerechtigd te zijn. De voorzitter vraagt het bestendig comité om advies. Bij de aanvang van de vergadering wordt de aanwezigheid van de experten door de raad van bestuur aanvaard of geweigerd.

HOOFDSTUK IV. — Beraadslaging en stemming

Art. 7. De leden van de raad van bestuur, de commissarissen en de genodigden tekenen een aanwezigheidslijst vooraleer de vergadering begint. De vergadering wordt geopend door de voorzitter op het uur bepaald in de uitnodiging en voor zover de raad voldoende vertegenwoordigd is om geldig te beslissen, hetgeen vereist dat tien stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

In voorkomend geval stelt de voorzitter vast dat het aantal aanwezigen niet voldoende is en bepaalt hij de datum van een nieuwe vergadering om over dezelfde dagorde te beslissen. Zelfs indien het aantal leden opnieuw niet voldoende is, is de raad dan geldig samengesteld om over de uitgestelde agenda van de vorige zitting te beslissen zoals de uitnodiging het benadrukt.

De beslissingen van de raad van bestuur en de bescheiden van de zitting zijn vertrouwelijk. De voorzitter leidt en sluit de beraadslagingen af; hij beschikt daartoe over de nodige bevoegdheden.

Art. 8. De verschillende punten van de dagorde worden behandeld volgens hun volgorde op de uitnodiging, tenzij de raad er anders over beslist krachtens een beslissing genomen bij meerderheid van ten minste tweederde.

Art. 9. De voorzitter brengt verslag uit over elk punt van de dagorde, volgens zijn behandeling.

Art. 10. Na de inleidende toespraak verleent de voorzitter het woord aan de eventuele verslaggever, daarna aan hen die erom vragen in de volgorde van de aanvragen. Hij kan deelnemen aan de beraadslagingen zonder afstand te doen van zijn voorzitterschap; hij brengt echter zijn advies uit wanneer niemand meer het woord vraagt.

Art. 11. Ieder lid heeft het recht amendementen voor te stellen op de ontwerpen van beslissing die aan de raad worden voorgelegd; indien mogelijk worden zij schriftelijk ingediend en aan de voorzitter overhandigd vóór de vergadering. De Regeringscommissarissen kunnen ook gebruik maken van dit recht.

Art. 12. Het terugroepen tot de dagorde en tot het huishoudelijk reglement heeft de voorkeur op de besproken vraag en schorst steeds de bespreking ervan.

Art. 13. § 1. Wanneer niemand meer het woord vraagt of wanneer de raad het bij meerderheid beslist, verklaart de voorzitter de beraadslagingen gesloten. Hij stelt de vragen waarop de raad zich moet uitspreken. Telkens als het mogelijk is, zorgt hij ervoor dat met "ja" of "nee" erop kan geantwoord worden. Hij zamelt de stemmen in en maakt de uitslagen bekend.

§ 2. Op verzoek van een lid kan de raad van bestuur bij gewone meerderheid der leden een schorsing van de vergadering van hoogstens één kwartier toekennen.

Art. 14. De voorafgaande vraag, het uitstel en de amendementen worden gestemd voor het hoofdvoorstel; de onderamendementen voor de amendementen.

Art. 15. Wat de ingewikkelde vraagstukken betreft, gebeurt de puntsgewijze behandeling ervan van rechtswege wanneer erom gevraagd wordt.

Art. 16. § 1. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid der aanwezige leden; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend, behalve in geval van verkiezingen. Nochtans, wanneer een voorstel tot beslissing als gevolg heeft een vorige beslissing te wijzigen die niet ouder dan één jaar is en die nooit toegepast werd, is het noodzakelijk dat er met een meerderheid van tweederde der stemmen gestemd wordt.

§ 2. Het stemmen gebeurt bij opgestoken hand. Het lid dat zich onthoudt kan zijn onthouding schriftelijk motiveren bij de voorzitter. Dit zal bij het verslag worden gevoegd.

§ 3. Behalve andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling kan de raad, op de voordracht van een vierde van de aanwezige leden, beslissen dat de stemming geheim is. Het stemmen is steeds geheim wanneer het problemen zijn in verband met privé-aangelegenheden van personen.

HOOFDSTUK V. — *Verslagen*

Art. 17. De secretaris van de raad van bestuur en zijn adjunct worden op de voordracht van de voorzitter door de raad van bestuur aangesteld. De secretaris stelt een verslagontwerp van elke vergadering op. Het verslag vermeldt de namen van de aanwezige leden en de namen van de leden die zich hebben laten verontschuldigen of die de werkzaamheden tijdens de vergadering hebben verlaten.

Dit ontwerp wordt ten laatste tien dagen vóór de volgende vergadering verstuurd aan de leden, aan de Regeringscommissarissen, alsook aan iedere persoon die aan de vergadering heeft deelgenomen, dan wel voor de punten die hem betreffen. De leden en de betrokken personen worden uitgenodigd hun eventuele opmerkingen schriftelijke aan de secretaris te laten geworden. Dit ontwerp is vertrouwelijk.

Art. 18. Tijdens de volgende vergadering deelt de voorzitter de opmerkingen aan de raad mee. De raad beslist over de verschillende opmerkingen na de secretaris te hebben gehoord. Daarna gaat hij over tot de goedkeuring van het eventueel gewijzigd ontwerp.

De verslagen van de raad van bestuur en van het bestendig comité zijn vertrouwelijk. De raad van bestuur alleen, bij meerderheid van zijn leden, kan de afgifte machtigen van afschriften of uittreksels aan de personen die erom vragen.

Art. 19. Ieder lid of iedere persoon die aan de vergadering deelneemt, heeft het recht te eisen dat de verklaringen die hij aan de raad heeft gedaan tijdens de bespreking van een punt van de dagorde in het verslag worden opgenomen.

Art. 20. Het goedgekeurd verslag bestaat in twee originele exemplaren ondertekend door de voorzitter en de secretaris. De doorhalingen en de verwijzingen worden goedgekeurd en getekend zoals de akte zelf. Voor zover mogelijk wordt er niets geschreven in het beschikkende gedeelte onder de vorm van afkortingen of cijfers. Het verslag mag geenszins gewijzigd worden na zijn goedkeuring.

Art. 21. De verslagen worden origineel verzameld in een tweevoudig register. Een duplicaat blijft op het secretariaat van de raad; het ander wordt op het einde van elk jaar neergelegd in een ander gebouw dan dat waarin het secretariaat gevestigd is.

Art. 22. De raadsleden, alsook de Regeringscommissarissen hebben te allen tijde het recht om het register van de verslagen te raadplegen.

Art. 23. De uittreksels van de verslagen worden door de secretaris voor eensluidend verklaard.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 24. De beslissingen van de raad van bestuur worden uitgevoerd door daartoe bij het bestendig comité gemachtigde personen.

De beslissingen van de raad worden uitgevoerd zonder op de goedkeuring van het ontwerp van het verslag te wachten, uitgezonderd de punten waarvan de raad besloten heeft de uitvoering uit te stellen tot na hun goedkeuring.

Art. 25. Binnen tien dagen na de vergadering van de raad van bestuur wordt, op initiatief van de secretaris en met goedkeuring van de directeur-generaal, een samenvatting van de onmiddellijk uitvoerbare beslissingen ter kennis gebracht van de agenten van de Dienst bij wijze van bekendmaking *ad valvas*.

De aan de hogere overheid onderworpen voorstellen en adviezen van de raad worden enkel bekendgemaakt met de uitdrukkelijke machtiging van de raad.

HOOFDSTUK VII. — *Rechten en plichten van de raadsleden*

Art. 26. De leden hebben het recht de administratieve dossiers betreffende de punten van de dagorde van een vergadering te raadplegen ten zetel van het secretariaat; deze documenten moeten beschikbaar zijn twee werkdagen vóór de vergadering van de raad van bestuur. Zij kunnen de mededeling van de volledige tekst van de in de toelichtingsnota vermelde adviezen en verslagen eisen.

Art. 27. De secretaris stelt een verzameling van de wet- en reglementaire teksten in verband met de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de raad behoren, ter beschikking van ieder lid. Hij houdt deze verzameling bij.

Art. 28. De aanwezigheid op de vergaderingen is verplicht. Bij verhindering brengt het lid de voorzitter hiervan op de hoogte.

Art. 29. Het lid voor wie de oplossing van een vraagstuk een belang van persoonlijke aard vertegenwoordigt, hetzij voor hemzelf, hetzij voor een bloed- of aanverwant tot de vierde graad inclusief, trekt zich terug zodra dit vraagstuk behandeld wordt. In geval van betwisting van het bestaan van het belang van persoonlijke aard neemt de raad van bestuur een beslissing bij gewone meerderheid.

Art. 30. De leden en de personen die de vergaderingen bijgewoond hebben, zijn gehouden tot de geheimhouding van de beraadslagingen.

HOOFDSTUK VIII. — *De werkgroepen*

Art. 31. Onverminderd de bepalingen betreffende de raadgevende secties en de geest van hun opdracht kan de raad van bestuur werkgroepen belast met de studie van bepaalde vraagstukken oprichten. Hij bepaalt de samenstelling en eventueel de duur ervan en laat zich regelmatig hun verslagen en besluiten uiteenzetten.

HOOFDSTUK IX. — *Algemene bepalingen*

Art. 32. Dit reglement kan enkel herzien worden op de voordracht van hetzij de voorzitter, hetzij ten minste drie leden van de raad van bestuur.

Art. 33. Onder voorbehoud van de naleving van wettelijke en reglementaire bepalingen beslist de raad bij een meerderheid van ten minste tweederde over de niet bij dit reglement voorziene gevallen.

Art. 34. De voorzitter staat borg voor de goede toepassing van dit reglement.

TITEL II. — De werking van het bestendig comité

HOOFDSTUK X. — Bijeenroepingen

Art. 35. De voorzitter roept de leden van het bestendig comité, de personen die de vergaderingen van rechtswege bijwonen bijeen, alsook de personen die een bijdrage tot de werkzaamheden van het bestendig comité zouden kunnen leveren.

De voorzitter handelt :

1. hetzij uit eigen beweging;
2. hetzij bij toepassing van een vorige beslissing van de raad;
3. hetzij op verzoek van de ondervoorzitter, de directeur-generaal, de inspecteur-generaal of van een van de twee Regeringscommissarissen.

Wat betreft de gevallen vermeld sub punt 3, bepaalt de voorzitter de datum van de vergadering binnen tien dagen na de ontvangst van het verzoek. Deze termijn wordt echter geschorst van 15 juli tot 15 augustus.

Bij ontstentenis van bijeenroeping binnen de voziene termijnen kan het bestendig comité door voormelde personen bijeengeroepen worden.

Art. 36. Behalve dringende en onvoorziene gevallen gebeurt de bijeenroeping ten minste vijf vrije dagen vóór de vergadering. Zij vermeldt de dagorde van de vergadering. De bijeenroepingen worden verstuurd naar het adres dat de leden aan de voorzitter hebben bekendgemaakt. Zij vermelden de plaats en het uur van de vergadering.

HOOFDSTUK XI. — Dagorde

Art. 37. § 1. De dagorde wordt door de voorzitter opgesteld. Die handelt :

1. hetzij uit eigen beweging;
2. hetzij bij toepassing van een vorige beslissing van de raad;
3. hetzij op schriftelijk verzoek ingediend ten laatste tien dagen vóór de vergadering door de ondervoorzitter, de directeur-generaal, de inspecteur-generaal of door een van de twee Regeringscommissarissen.

Na de opening van de vergadering en vóór de behandeling van het eerste punt wordt de dagorde goedgekeurd. Zij kan enkel gewijzigd of aangevuld worden krachtens een beslissing van de meerderheid.

§ 2. Bij de dagorde wordt een toelichtingsnota gevoegd voor ieder punt waarin het behandeld onderwerp, de antecedenten en, in voorkomend geval, de vereiste adviezen of voorstellen, alsook de door berekeningen gestaafe financiële weerslag vermeld zijn. Telkens als het mogelijk is en voor elk punt wordt een beslissingsontwerp voorgesteld.

HOOFDSTUK XII. — Vergaderplaats

Art. 38. De raad komt bijeen in een lokaal van de maatschappelijke zetel van de Dienst of op elke andere door de voorzitter bepaalde plaats.

HOOFDSTUK XIII. — Bijwonen van de vergaderingen

Art. 39. De leden van het bestendig comité zijn : de voorzitter en ondervoorzitter van de raad van bestuur, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal. De twee Regeringscommissarissen wonen de vergaderingen bij van rechtswege en met raadgevende stem.

De secretaris woont de vergaderingen ook bij. Indien hij verhinderd is, wordt hij vervangen door zijn adjunct en indien deze ook verhinderd is wordt hij vervangen door een personeelslid van de Dienst aangewezen door het bestendig comité, op de voordracht van de voorzitter.

Art. 40. Op de voordracht van de voorzitter of op verzoek van een lid van het bestendig comité kunnen personen die al dan niet tot de Dienst behoren, uitgenodigd worden om de raad te belichten over vraagstukken die tot hun bevoegdheid behoren.

HOOFDSTUK XIV. — Beraadslaging en stemming

Art. 41. De vergadering wordt geopend en gesloten door de voorzitter. Het comité kan enkel geldig beslissen indien ten minste drie stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Art. 42. De verschillende punten van de dagorde worden behandeld volgens hun volgorde op de uitnodiging, tenzij de raad er anders over beslist.

Art. 43. De voorzitter brengt verslag uit over elk punt van de dagorde, volgens zijn behandeling.

Art. 44. Na de inleidende toespraak verleent de voorzitter het woord aan de ambtenaar of aan de eventuele verslaggever, daarna aan hen die erom vragen in de volgorde van de aanvragen.

Hij kan deelnemen aan de beraadslagingen zonder afstand te doen van zijn voorzitterschap; hij brengt echter zijn advies uit wanneer niemand meer het woord vraagt.

Art. 45. Ieder lid heeft het recht amendementen voor te stellen op de ontwerpen van beslissing die aan het comité worden voorgelegd; indien mogelijk worden zij schriftelijk ingediend en aan de voorzitter voor de vergadering overhandigd.

De Regeringscommissarissen kunnen ook gebruik maken van dit recht.

Art. 46. Het terugroepen tot de dagorde en tot het huishoudelijk reglement heeft de voorkeur op de besproken vraag en schorst steeds de brespreking ervan.

Art. 47. § 1. Wanneer niemand meer het woord vraagt of wanneer het bestendig comité het bij meerderheid beslist, verklaart de voorzitter de beraadslagingen gesloten. Hij stelt de vragen waarop het comité zich moet uitspreken. Telkens als het mogelijk is zorgt hij ervoor dat met "ja" of "nee" erop kan geantwoord worden. Hij zamelt de stemmen in en maakt de uitslagen bekend.

Art. 48. De voorafgaande vraag, het uitstel en de amendementen worden gestemd voor het hoofdvorstel; de onderamendementen voor de amendementen.

Art. 49. Wat de ingewikkelde vraagstukken betreft, gebeurt de puntsgewijze behandeling ervan van rechtswege wanneer erom gevraagd wordt.

Art. 50. § 1. De beslissingen genomen krachtens overheidsdelegaties of de aan de raad van bestuur voor te leggen voorstellen worden genomen bij gewone meerderheid der aanwezige leden; bij staking van stemmen worden de verschillende voorstellen aan de raad van bestuur voorgedragen.

§ 2. Het stemmen gebeurt bij opgestoken hand. Indien twee leden van het comité het verzoeken, wordt er overgegaan tot de geheime stemming. Het stemmen is steeds geheim wanneer het problemen zijn in verband met privé-aangelegenheden van personen.

Het lid dat zich onthoudt, kan zijn onthouding schriftelijk motiveren bij de voorzitter. Deze reden wordt bij het verslag gevoegd.

HOOFDSTUK XV. — *Verslagen*

Art. 51. Het ontwerp van verslag wordt verstuurd binnen vijf dagen aan de leden van het comité, aan de Regeringscommissarissen, alsook aan iedere persoon die aan de vergadering heeft deelgenomen, dan wel voor de punten die hem betreffen. De leden en de betrokken personen worden uitgenodigd hun eventuele opmerkingen schriftelijk aan de secretaris te laten geworden.

Art. 52. Tijdens de volgende vergadering deelt de voorzitter de opmerkingen aan het comité mee. Het comité neemt een beslissing over de verschillende opmerkingen. Daarna gaat hij over tot de goedkeuring van het eventueel gewijzigd ontwerp.

De beslissingen en voorstellen van het bestendig comité worden ter kennis gebracht van de raad van bestuur.

Art. 53. Ieder lid of iedere persoon die aan de vergadering deelneemt, heeft het recht te eisen dat de verklaringen die hij aan het bestendig comité heeft gedaan tijdens de bespreking van een punt van de dagorde in het verslag worden opgenomen.

Art. 54. Het goedgekeurd verslag bestaat in twee originele exemplaren, ondertekend door de voorzitter en de secretaris. De doorhalingen en de verwijzingen worden goedgekeurd en getekend, zoals de akte zelf. Voor zover mogelijk wordt er niets geschreven onder de vorm van afkortingen of cijfers in het beschikkende gedeelte. Het verslag mag geenszins gewijzigd worden na zijn goedkeuring.

Art. 55. De verslagen worden origineel verzameld in een tweevoudig register. Een duplicaat blijft op het secretariaat van het comité; het andere wordt op het einde van elk jaar neergelegd in een ander gebouw dan dat waarin het secretariaat van de Dienst gevestigd is.

Art. 56. De leden van de raad van bestuur, alsook de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de Regeringscommissarissen, de secretaris van de raad van bestuur en zijn adjunct hebben te allen tijde het recht om het register van de verslagen te raadplegen.

HOOFDSTUK XVI. — *Uitvoering en bekendmaking van de beslissingen genomen in het raam van de door de raad van bestuur toegekende delegaties*

Art. 57. De beslissingen van het bestendig comité worden uitgevoerd, door daartoe bij het bestendig comité gemachtigde personen. De beslissingen van het bestendig comité worden onmiddellijk uitgevoerd, behalve indien een uitgestelde uitvoering uitdrukkelijk gevraagd is. De secretaris is belast met het als echt verklaren van uittreksels uit het goedgekeurd verslag en met de afgifte ervan.

Art. 58. Binnen vijftien dagen na de vergadering wordt, op initiatief van de secretaris en met goedkeuring van de directeur-generaal, een samenvatting van de onmiddellijk uitvoerbare beslissingen ter kennis gebracht van de agenten van de Dienst bij wijze van bekendmaking *ad valens*.

De al dan niet aan de raad van bestuur onderworpen voorstellen, opmerkingen, studies en adviezen van de raad worden enkel bekendgemaakt met de uitdrukkelijke machtiging van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK XVII. — *Rechten en plichten van de raadsleden*

Art. 59. De leden hebben het recht de administratieve dossiers betreffende de punten van de dagorde van een vergadering te raadplegen ten zetel van het secretariaat : deze documenten moeten beschikbaar zijn twee werkdagen vóór de vergadering. Zij kunnen de mededeling van de volledige tekst van de in de toelichtingsnota vermelde adviezen en verslagen eisen.

Art. 60. De aanwezigheid op de vergaderingen is verplicht. Bij verhindering brengt het lid de voorzitter hiervan op de hoogte. Wat betreft de leden, agenten van de Dienst, heeft de aanwezigheid op de vergaderingen voorrang op alle andere verplichtingen.

Art. 61. Het lid voor wie de oplossing van een vraagstuk een belang van persoonlijke aard vertegenwoordigt; hetzij voor hemzelf, hetzij voor een bloed- of aanverwant tot de vierde graad inclusief, trekt zich terug zodra dit vraagstuk behandeld wordt. In geval van betwisting van het bestaan van het belang van persoonlijke aard neemt het bestendig comité een beslissing bij gewone meerderheid.

Art. 62. De leden en de personen die de vergaderingen bijgewoond hebben, zijn gehouden tot de geheimhouding van de beraadslagingen. Zij tekenen de aanwezigheidslijst.

HOOFDSTUK XVIII. — *Wettelijke bepalingen*

Art. 63. Dit reglement kan enkel herzien worden door de raad van bestuur krachtens een beslissing genomen bij een meerderheid van ten minste tweederde, op de voordracht van hetzij de voorzitter, hetzij het bestendig comité of van ten minste drie leden.

HOOFDSTUK XIX. — *Opdrachten van het permanent comité*

Art. 64. De opdrachten vermeld in het decreet tot oprichting van de O.R.P.A.H. (22/12/94) - artikelen 11 en 14, alsook in artikel 4 van het toepassingsbesluit - zijn voorzien in de opdrachten van het bestendig comité.

Bovendien wordt de boekhouding maandelijks opgesteld en aan de raad van bestuur voorgelegd.

Art. 65. De voorzitter is belast met de toepassing van dit reglement.

TITEL III. — *De overheidsopdrachten*HOOFDSTUK XX. — *Werking van de beheersorganen*

Art. 66. Zijn bevoegd voor :

- de voorafgaande voorbereiding van de aangelegenheden betreffende in het bijzonder het administratief, budgettair en financieel beheer, alsook de controle en het onderhoud van de gebouwen ; de directeur-generaal of de inspecteur-generaal overeenkomstig de door het bestendig comité toegekende bevoegdheden of delegaties;
- de uitvoering van de beslissingen : het bestendig comité of de personen die daartoe door het bestendig comité gemachtigd zijn.

HOOFDSTUK XXI. — *Personeel*

Art. 67. Zijn bevoegd voor :

- de indienstneming van personeel, de verandering van categorie, de bevorderingen : de raad van bestuur op de voordracht van het bestendig comité;
- de samenstelling van de jury's voor de wervingsexamens, de overgangsexamens bij bevordering en verhoging van graad : de raad van bestuur op de voordracht van het bestendig comité;
- de verhoging van graad, het stellen in stand disponibiliteit wegens ziekte, de machtiging tot cumulatie, de toekenning van een verlof zonder wedde, de machtiging tot deeltijds werk en tot onderbreking van de loopbaan : het bestendig comité op de voordracht van de directeur-generaal.

HOOFDSTUK XXII. — *Begroting*

Art. 68. De raad van bestuur is uitsluitend bevoegd voor het opmaken van de begroting en de goedkeuring van de actieprogramma's.

HOOFDSTUK XXIII. — *Vastlegging en ordonnancering van de uitgaven*

Art. 69. Alle uitgaven moeten voorafgaand het onderwerp zijn van een bestelbon ondertekend door de boekhouder (directeur-generaal) en door de ordonnateur (inspecteur-generaal) die zowel de opportuniteit als de beschikbaarheid van de begrotings- en financiële middelen controleren.

Indien de boekhouder (directeur-generaal) verhinderd is, wordt hij vervangen door de directeur.

Indien de ordonnateur (inspecteur-generaal) verhinderd is, wordt hij vervangen door een agent van niveau I, verantwoordelijk voor het bijhouden van de begroting betreffende de betrokken uitgave.

Art. 70. Binnen de perken van de door de raad van bestuur of door het bestendig comité vastgestelde begrotingen gebeurt de ordonnancering en de vastlegging van de uitgaven als volgt :

- van 0 tot 200 000 BEF (BTW excl.) : door de boekhouder (°) en de ordonnateur (°);
- van 200 000 tot 1 250 000 BEF (BTW excl.) : door de boekhouder (°) en de ordonnateur (°), met het visum van de door de Minister van Begroting afgevaardigde commissaris;
- van 1 250 000 tot 5 000 000 BEF (BTW excl.) : door de boekhouder (°) en de ordonnateur (°), met het visum van de voorzitter en de visum van de door de Minister van Begroting afgevaardigde commissaris;
- meer dan 5 000 000 BEF (BTW excl.) : door de boekhouder (°) en de ordonnateur (°), na instemming van de raad van bestuur en met het visum van de door de Minister van Begroting afgevaardigde Regeringscommissaris.

(°) of zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK XXIV. — *Financiële verrichtingen*

Art. 71. Alle uitgaven, financiële verrichtingen (borgstellingen, betalingen, beleggingen) moeten dubbel ondertekend worden, met name door een persoon van groep A en door een andere uit groep B (contraseign), volgens de hierna vermelde volgorde :

Groep A :

1. de boekhouder - directeur-generaal (hoofdboekhouder);
2. de directeur (adjunct-boekhouder);
3. de onderboekhouder (door de directeur-generaal aan te stellen persoon).

Groep B :

1. de voorzitter;
2. de ondervoorzitter;
3. een lid van de raad van bestuur die door deze wordt aangesteld.

TITEL IV. — De bevoegdheden van de directeur-generaal en van de inspecteur-generaal

HOOFDSTUK XXV.

Art. 72. De directeur-generaal is bevoegd voor :

- de afdeling "Grote teelten";
- de afdeling "Zuivelprodukten";
- de afdeling "Fokkerij en Vlees";
- de afdeling "Klein vee en diversen";
- de bevordering in het Vlaamse Gewest en voor de betrekkingen met de VLAM;
- de samenwerking met de O.P.W.
- het personeelbeheer;
- het economaat;
- de boekhouding.

HOOFDSTUK XXVI.

Art. 73. De inspecteur-generaal is bevoegd voor :

- de afdeling "Tuinbouw";
- de afdeling "Innige";
- de afdeling "Agrovoeding";
- de samenwerking met de DARE-AWEX;
- de bevordering in het Brusselse Gewest en voor de betrekkingen met de instelling verantwoordelijke voor de bevordering in Brussel-Hoofdstad;
- de informatica;
- de ordonnancering.

Gezien om te gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de huishoudelijke reglementen, de delegaties en de bevoegdheden van de beheersorganen van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.) (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw).

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 2525

[C — 27498]

**13 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
permettant la destruction de certaines espèces gibier**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment les articles 7 a, b et c, 9 et 30ter;

Considérant que pour prévenir les dommages importants causés par certaines espèces gibier aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries et dans l'intérêt de la faune, de la flore, de la santé et de la sécurité publiques, il n'existe pas de solution satisfaisante autre que la destruction, sans nuire pour autant à la survie des populations concernées;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en matière de destruction de certains animaux gibiers applicables dès le 1er juillet 1995, date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1er. Toute personne pratiquant la destruction au moyen d'une arme à feu de tout animal visé au présent arrêté doit être majeure et détentrice d'une assurance couvrant les conséquences civiles de son acte.

L'obligation de la détention de cette assurance n'est toutefois pas applicable aux fonctionnaires et préposés de la Division de la Nature et des Forêts.